



**FLASH INFO 11 ... FLASH INFO 11 ... FLASH INFO 11 ... FLASH INFO 11 ...**

*A l'attention : des présidents et permanents  
d'UDOGEC et UROGEC*

Paris, le 23 octobre 2009

**Objet : Décision du Conseil constitutionnel du 22 octobre 2009**

Madame, Monsieur,

La loi Carle tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association, adoptée par l'Assemblée nationale le 28 septembre a été déférée au Conseil constitutionnel par des députés divers gauche, ces derniers estimant que cette loi favoriserait les établissements privés au détriment des écoles primaires publiques.

Le Conseil constitutionnel vient de rendre sa décision<sup>1</sup>. Ainsi, la loi devrait être publiée dans les jours qui viennent.

Dans cette décision, le Conseil Constitutionnel rejette les griefs soulevés par les requérants qui contestaient la conformité de cette loi aux principes de laïcité, de libre administration des collectivités territoriales et d'égalité des citoyens devant les charges publiques.

La portée de cette décision va au-delà de la loi.

En effet, d'une part, sur le système éducatif, elle conforte la reconnaissance de notre contribution à l'accomplissement des missions d'enseignement et confirme que *« le principe de laïcité ne fait pas obstacle à la possibilité, pour le législateur de prévoir, sous réserve de fonder son appréciation sur des critères objectifs et rationnels, la participation des collectivités publiques au financement du fonctionnement des établissements d'enseignement privé sous contrat d'association »*.

D'autre part, par rapport aux collectivités territoriales, cette décision confirme qu'il ne s'agit pas d'une compétence nouvelle pour les communes et rappelle qu'il n'y a pas lieu d'obtenir l'avis du maire de la commune de résidence pour scolariser l'élève dans une école privée.

Vous trouverez en pièces jointes la décision sus visée, accompagnée des commentaires publiés dans « les cahiers du Conseil constitutionnel » n° 28, dans lesquels sont examinés, un à un, les fondements de cette décision, ainsi que le communiqué du SGEC.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en notre considération distinguée.

Jean-Marie LELJEVRE  
Secrétaire Général

---

<sup>1</sup> Décision n° 2009-591 DC du 22 octobre 2009.